

Le Fil du débat.

Pas toujours facile de réagir à brûle pourpoint aux projets avancés par la majorité municipale de Tarbes quand on découvre ceux-ci sur table, cinq minutes avant le début de la séance. Ce fut le cas, lundi 25 avril, avec l'étude de faisabilité technico-économique d'une chaufferie automatique au bois avec réseau de chaleur.

Passé ce regrettable aléa, que peut-on dire d'une telle annonce ? Que l'on souscrit à l'objectif de faire vivre des alternatives durables aux énergies fossiles ; c'est la condition de notre avenir. Mais que nous sommes opposés à la proposition de la droite, qui jugeant le coût de l'opération très élevé (plus de 10 millions d'euros) propose d'emblée de confier « le marché » à un opérateur privé.

La catastrophe nucléaire du Japon, voire chez nous, le scandale de la Wimax, confiée au spéculateur Bouygues sans même poser en amont la question des nuisances et des conséquences pour la population, ne plaident-ils pas pour qu'un tel projet bénéficie d'un contrôle public et citoyen? Affaire donc à suivre...

Ce dossier vient cependant nous éclairer sur la politique conduite par Gérard Trémège. Ce dernier a beau s'émouvoir de la situation intenable dans laquelle sont enferrées les collectivités locales, il n'en reste pas moins le porte-parole local de Sarkozy et de l'UMP!

Pire, il est de plus de plus clair que sa politique pour Tarbes est conforme à celle conduite à l'échelle du pays: décision de conforter les plus nantis de Tarbes et pour le permettre, abandon progressif de la question sociale, de populations, de quartiers, bradage des biens publics municipaux, pratiques clientélistes...

Ces choix là, nous les refusons car ils vont à l'encontre même du Tarbes solidaire et citoyen que nous voulons construire. C'est projet contre projet que nous comptons avancer ! Cela nous ne pourrions le faire que dans un travail « dans » et « hors » l'assemblée tarbaise, une construction partagée avec toutes celles et ceux qui vont en être. Cela commence dès maintenant !

Marie-Pierre Vieu

Les votes principaux du Conseil

Municipal.

▶▶ L'opposition a voté **POUR** l'étude de faisabilité technico-économique d'une chaufferie automatique au bois avec réseau de chaleur. Elle s'est prononcée **CONTRE** un affermage ou une Délégation de service public en la matière.

▶▶ L'opposition a voté **CONTRE** le taux d'imposition proposé (+1,74). Pour deux raisons: la première est que les impôts vont augmenter plus que le coût de la vie et de fait vont affaiblir le pouvoir d'achat des tarbais, la deuxième est qu'à recettes égales, la majorité UMP pourrait faire le choix de la redistribution sociale par le maintien et le développement de services publics municipaux forts (eau, énergie, petite enfance...). Ce n'est pas le cas !

▶▶ L'opposition municipale s'est **ABSTENUE** sur l'aide aux écoles privées. En justifiant « politiquement » cette décision: Volonté d'alerter l'opinion face à une situation sans précédent, où l'Etat abandonne sciemment l'école publique bafouant le principe même d'égalité. Interrogation corollaire: les collectivités locales n'ont-elles pas à s'interroger sur la matière dont elles vont riposter nationalement à cette attaque et à leur échelle, faire le choix du public contre le privé si nécessaire?

▶▶ L'opposition a voté **POUR** la proposition de transfert des personnels de l'école des Arts suite à son passage en Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC). Nous avons demandé des garanties quant au maintien des différentes missions assurées jusqu'à aujourd'hui.

▶▶ L'opposition a voté **POUR** la reconduction de la convention entre la municipalité et le Comité des Œuvres Sociales (COS) de Tarbes. Elle a proposé de la transformer en convention pluriannuelle (3 ans) mais la majorité a refusé cette solution.

Pour rappel, a été évoquée la question des nuisances sonores de la résidence « étudiants » près du pôle universitaire. Des plaintes ont été déposées. L'opposition s'en fait le relais sans cependant tomber dans une posture « anti-jeunes » qui serait le contraire de notre démarche. Le maire a répondu en lançant un ultimatum au promoteur, menaçant de demander la fermeture administrative au préfet. La situation depuis n'a pas évolué puisque ce week-end de début mai encore, le problème a mobilisé les pouvoirs publics.

Verbatim : « PARTI PRIS »

Oui pour nous, la question des services publics est essentielle et l'opposition municipale ne se contentera pas d'entériner les choix du maire en Tarbes en matière d'abandon des prérogatives municipales, elle portera des contre propositions crédibles.

Sur le renouvellement des délégations de service public (soit sous forme d'affermage, soit sous forme de concession) que ce soit sur l'eau, le traitement des eaux usées ou leur mise en place, prochainement sur l'abattoir, voire à moyen terme sur le chauffage au bois, le principe de la régie municipale est une solution qu'il conviendra de mettre la table, clairement, précisément, en comparant l'ensemble des critères, elle ne sera plus balayée d'un revers de mains sous le prétexte fallacieux de "trop complexe".

Il s'agit de choix politiques clairement affirmés: nous refusons de laisser le seul profit guider les actions communales, nous affirmons l'existence de graves dérives quand le service de l'eau ou de l'assainissement est confié par une collectivité à une entreprise privée, nous insistons sur le déficit démocratique de ce type de gestion où des pans entiers de la gestion comptable échappent aux contrôles des usagers, où l'absence de transparence empêche de connaître la rémunération de l'entreprise privée et le coût réel de l'eau, enfin nous clamons que c'est ce système libéral, dérégulé, sans contrôle qui a amené la crise financière que nous connaissons.

D'autre part, si l'impôt est un levier que nous justifions sans état d'âme, les choix du maire ne sont pas les nôtres, ces augmentations non assumées devraient permettre là encore d'assurer un service public de meilleure qualité, ne serait-ce qu'en investissement sur la qualité du personnel communal, en mettant en place comme le préconise le rapport sur la précarité dans la fonction publique territoriale du 16 mars 2011 le plan de titularisation sur 4 ans des contractuels.

Hervé Saint Mézard

Infos en vrac

Santé. Jeudi 5 mai a eu lieu la conférence de Territoire sur la Dépendance. Dans l'assemblée, aucun syndicaliste ou de représentant-e d'associations de défense des usagers de l'hôpital public, des professionnels de la santé, quelques élus et un débat cadré d'emblée pour rester dans la droite ligne de la feuille de route dressée par le gouvernement. Ainsi au président de la MSA qui a crû important d'avancer la piste de la création d'une 5^{ème} branche de la sécurité sociale pour prendre en compte la problématique du vieillissement, il a été répondu que les discussions en territoire ne pouvaient porter sur la question des moyens qui revenaient au national... Du déjà « entendu » dans d'autres enceintes, non ? La conférence régionale des territoires aura lieu le 30 mai à Toulouse.

Solidarité. Les licenciés de Leclerc seront aux prud'hommes le lundi 16 mai à 10h. Celles et ceux qui veulent assister à l'audience seront les bienvenus.

Les élus communistes et partenaires s'engagent pour le droit de vote des étrangers. Le collectif national « Votation citoyenne » appelle à de nouvelles initiatives, en mai et juin, dans le cadre de la campagne « Oui au droit de vote des étrangers ! » Dans le 65 et sur Tarbes, elles se dérouleront fin mai.

Les élus communistes et partenaires s'engagent pour le logement public. Signe et fais signer la pétition « NON AU HOLD UP DE 340 MILLIONS SUR LES ORGANISMES HLM ! ». En ligne site de l'ANECR.

UN GRAND MERCI POUR LES CANTONALES

Emancipation citoyenne et politique, justice sociale, combat pour une démocratie participative, défense des services publics, égalité des droits pour tous, une économie au service de l'humain... tels ont été les thèmes développés pendant la campagne des cantonales à l'échelle du canton V de Tarbes. Avec mes camarades du Front de Gauche, mon remplaçant Georges Dussert, j'ai rencontré un certain nombre d'entre vous, nous avons discuté, débattu dans les réunions, les porte-à-porte, pour construire une alternative populaire et solidaire, une nouvelle culture politique et utopique, monter ensemble des remparts à l'exploitation, à la mal-vie, à ce capitalisme barbare et inhumain dont on voudrait nous faire croire qu'il est inéluctable. Ces remparts sont encore de fragiles digues, mais ils sont dressés par ceux qui luttent dans les mouvements sociaux, les grèves, le refus de la résignation, la capacité à dire non au patron un jour, ou une heure pour rejoindre le temps d'une manifestation d'autres travailleurs, une heure le dimanche pour mettre un bulletin de vote « Front de gauche », ne pas s'abstenir de lutter, de vivre, de rêver à une autre société. Je remercie tous les électeurs qui ont permis aux idées progressistes et alternatives de réaliser plus de 10% des voix sur le canton où j'étais candidate.

Carole Barbe, conseillère municipale PCF, candidate Front de Gauche sur Tarbes 5.